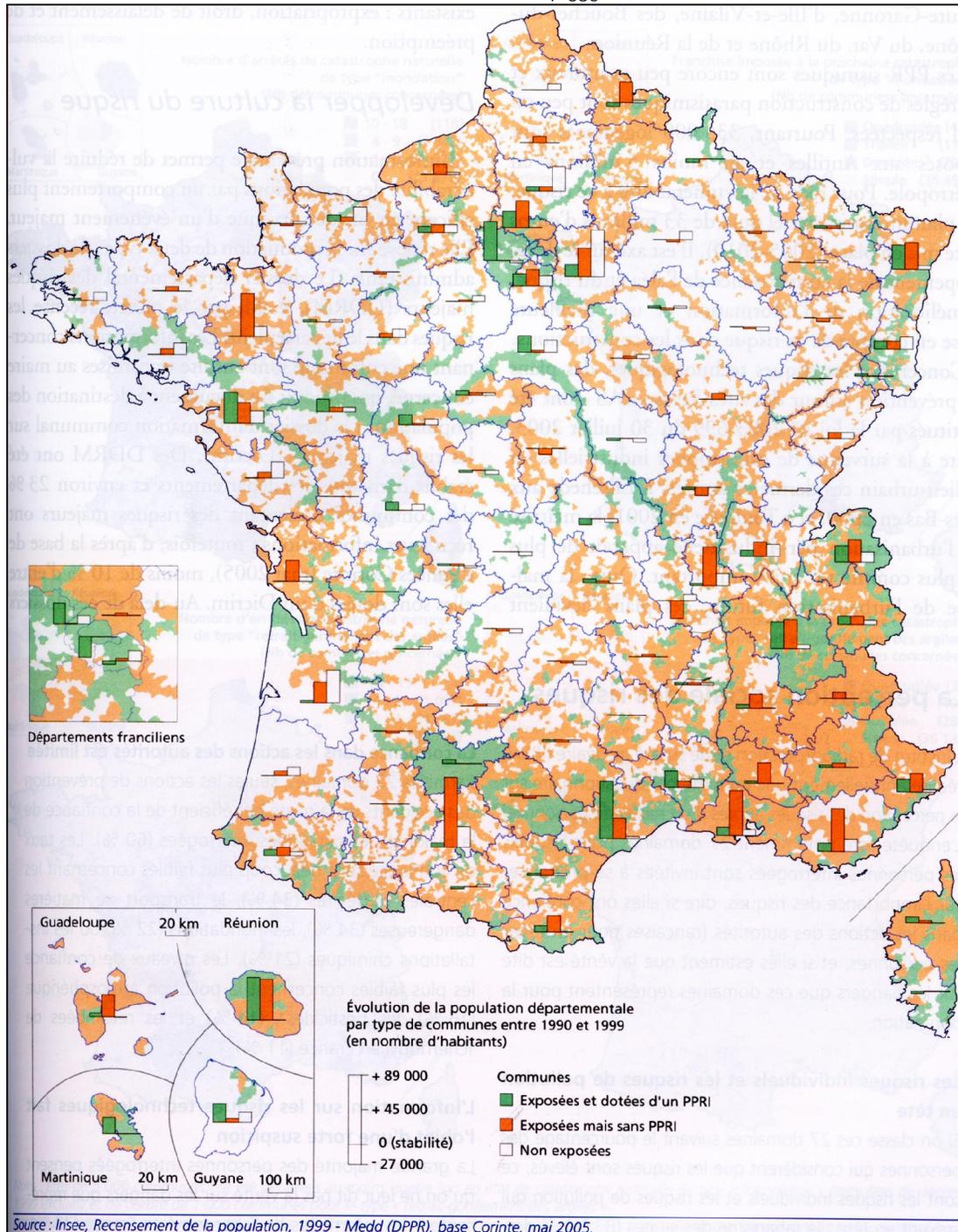


DOSSIER INEGALITES ENVIRONNEMENTALES

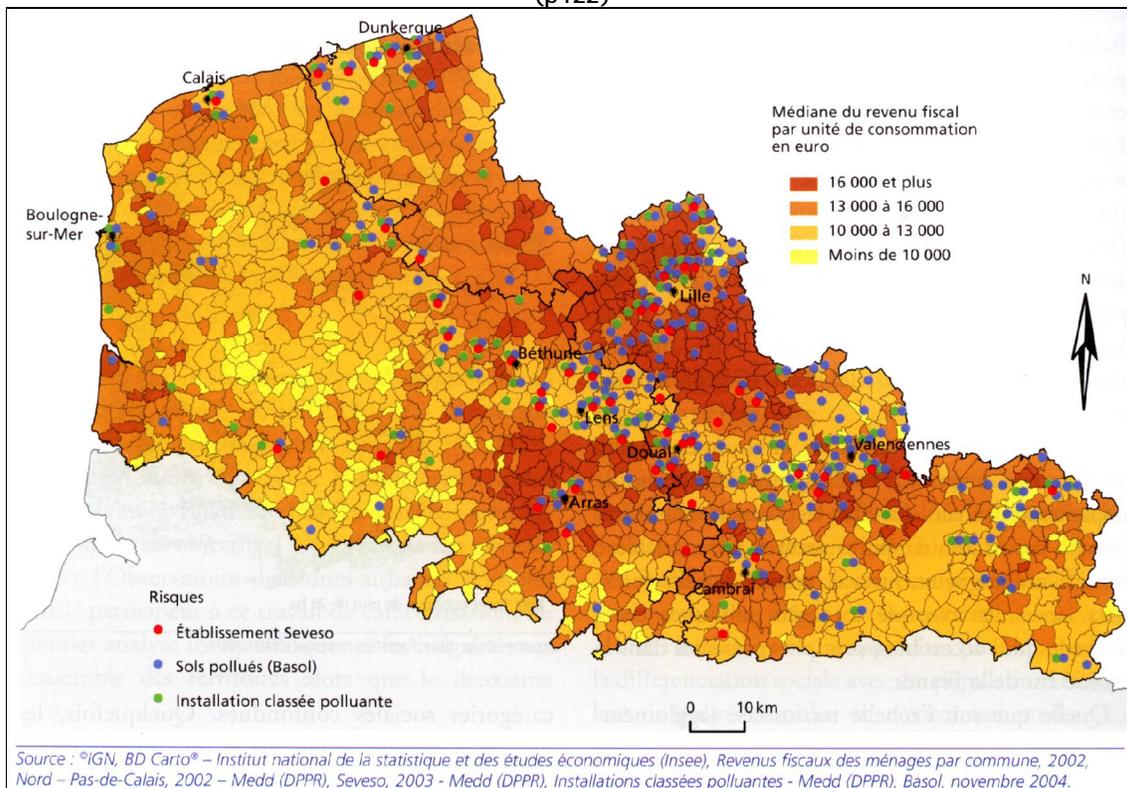
Documents 1 à 13 = documents couleur
Documents A à X = documents noir et blancs.

Source : IFEN, 2006. *L'environnement en France*. Paris : 499 p.

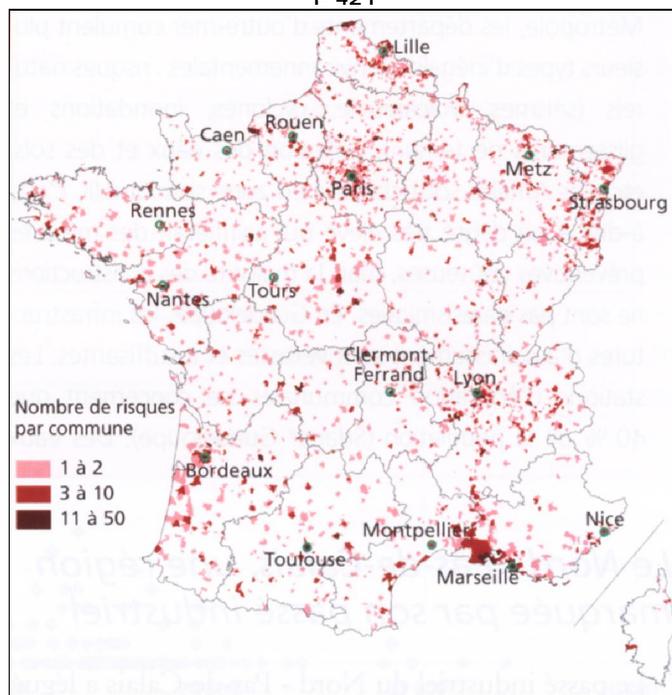
- Doc 1 -
Croissance de la population et maîtrise du risque majeur d'inondation
P 385



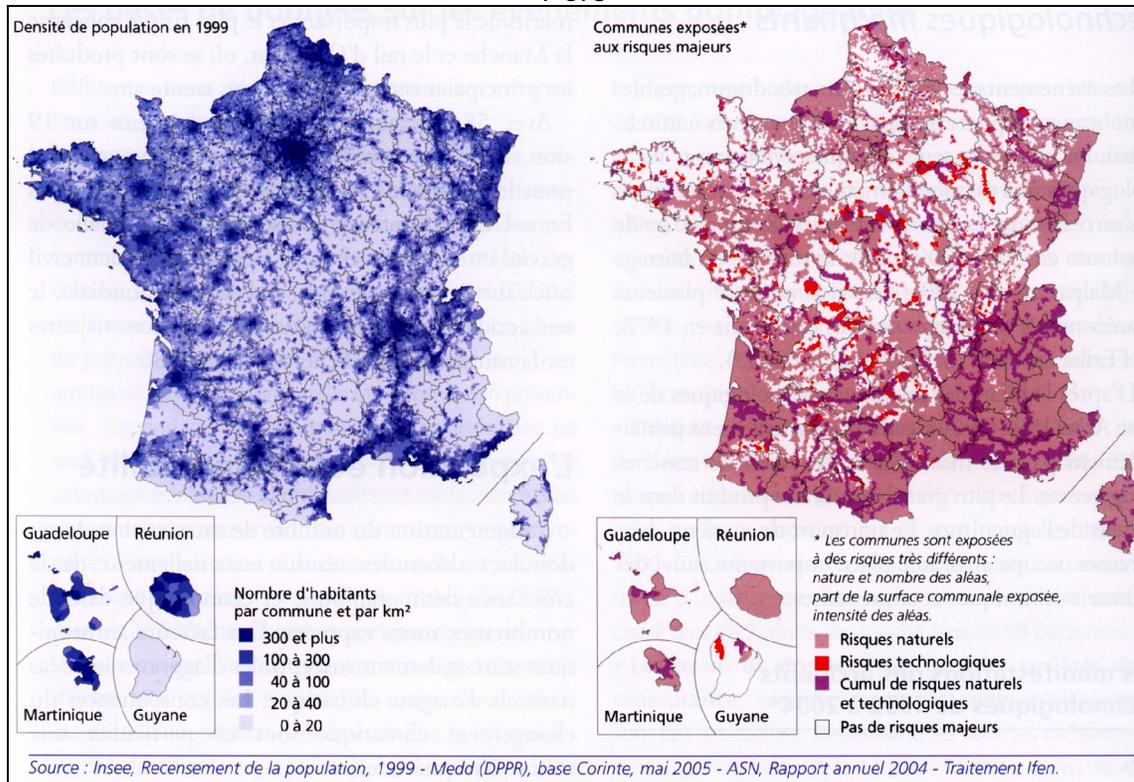
- Doc 2 -
Inégalités sociales et risque en Nord-Pas-de-Calais
(p422)



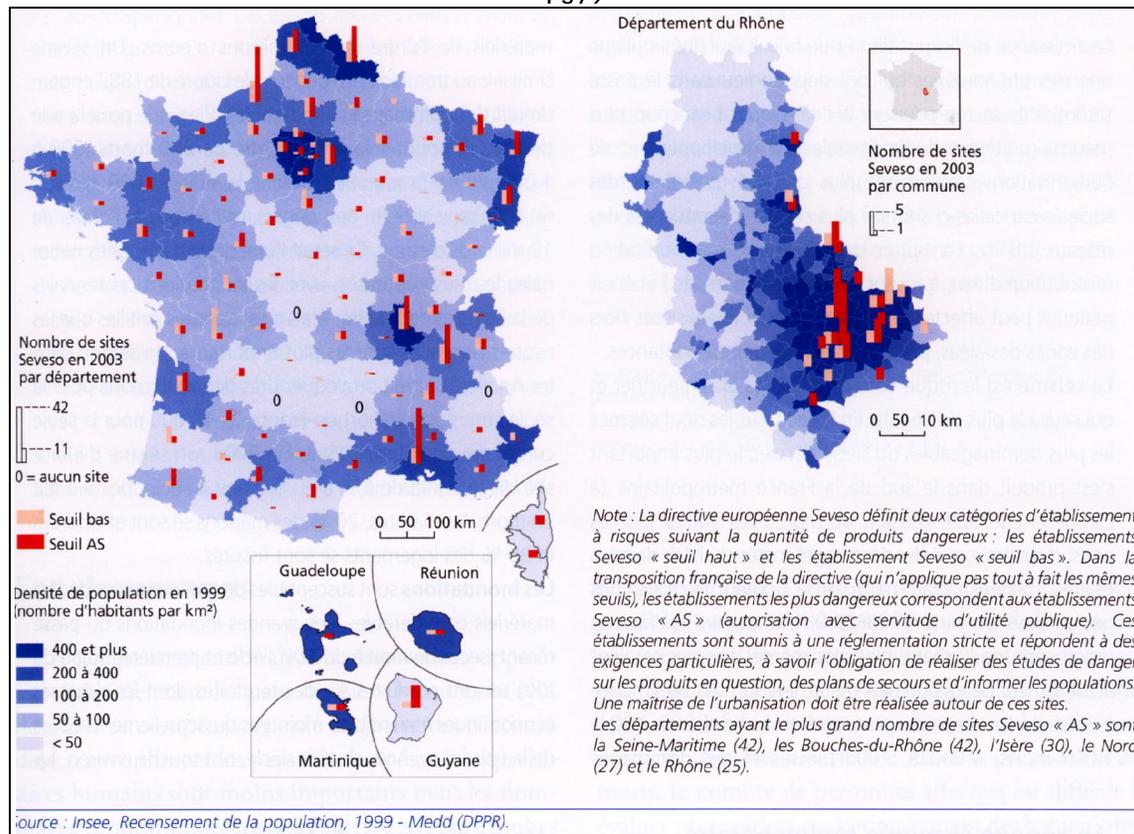
- Doc 3 -
Risques liés à la présence d'installations classées polluantes, de sols pollués, ou d'établissements à risque
P 421



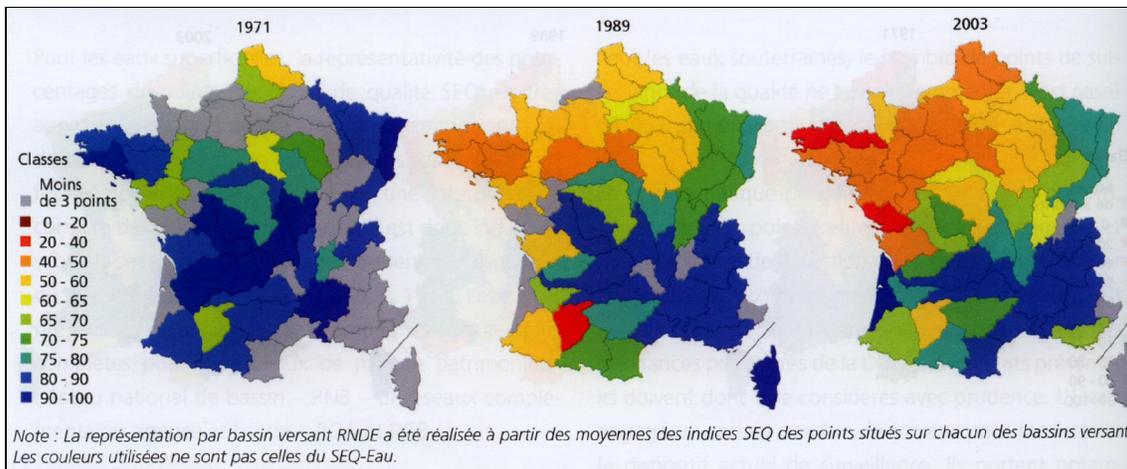
- Doc 4 -
 Communes exposées aux risques majeurs
 P 378



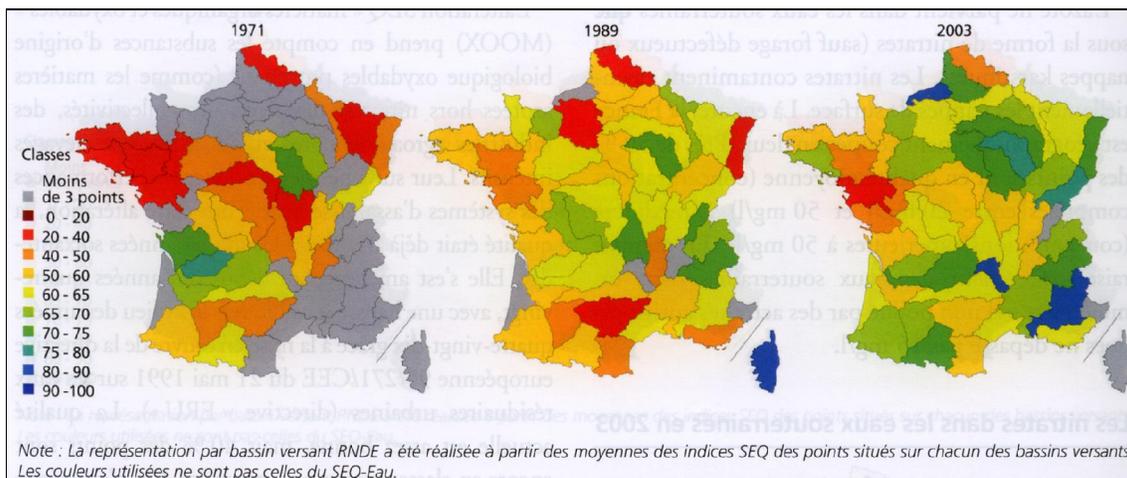
- Doc 5 -
 Les sites SEVESO en France
 P379



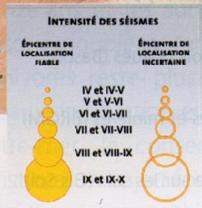
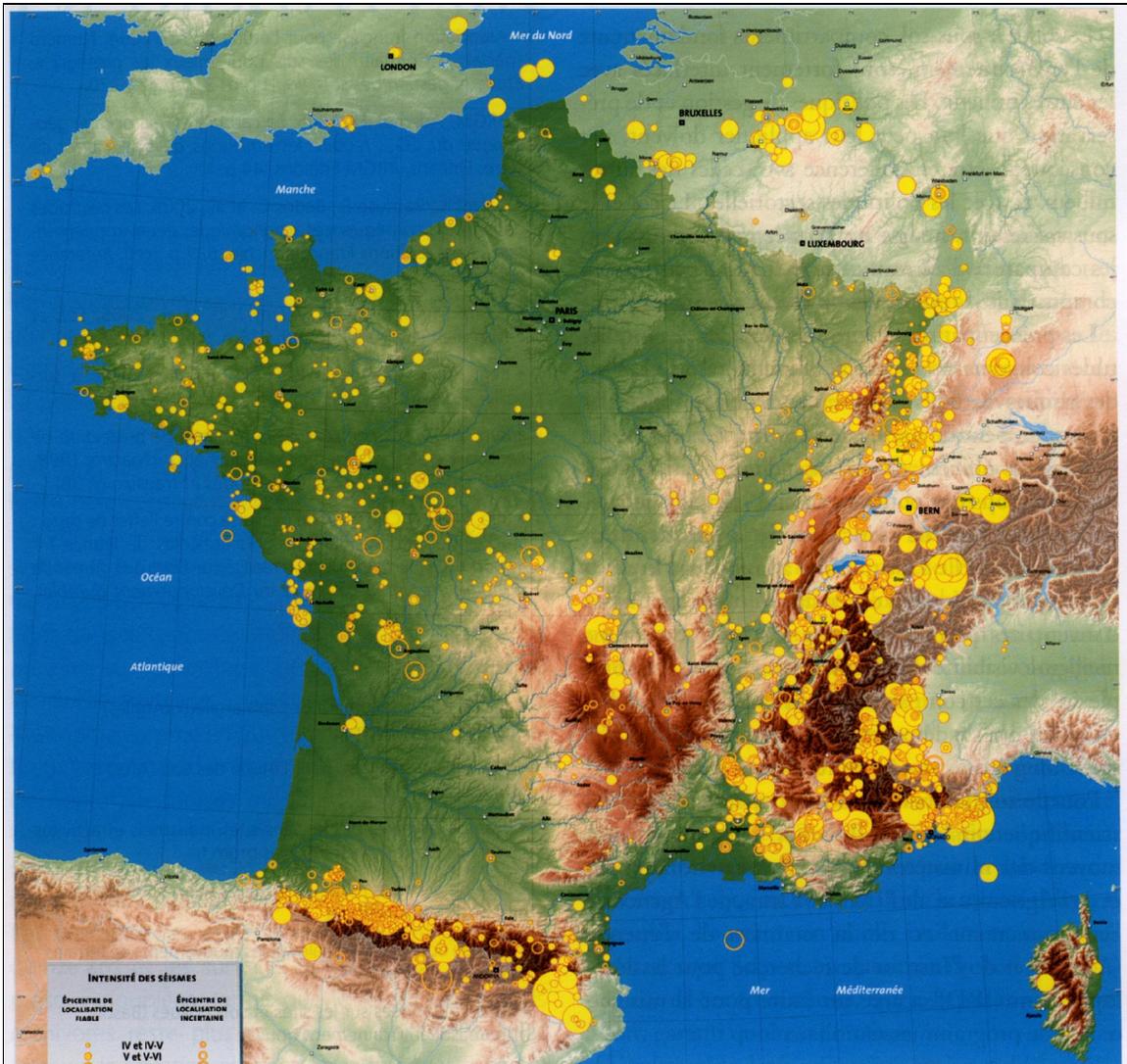
- Doc 6 -
Part des nitrates par bassin versant en 1971, 1989 et 2003
(p210 et 212)



- Doc 7 -
Part des matières organiques par bassin versant en 1971, 1989 et 2003
(p210 et 212)



- Doc 8-
Les séismes en France



Échelle d'intensité Description des effets perceptibles des séismes

| | |
|-----------------|--|
| IV et IV-V | Faibles : vibrations prononcées des portes et fenêtres |
| V et V-VI | Assez forts : ressenti par tout le monde, chute d'objets instables |
| VI et VI-VII | Forts : déséquilibre des personnes, chute de tuiles |
| VII et VII-VIII | Violents : large fissuration des murs, chute de cheminées |
| VIII et VIII-IX | Très violents : écroulement d'une partie des habitations |
| IX et IX-X | Désastreux : destructions généralisées, nombreux effondrements |

Note : Principaux épicentres depuis 1000 ans.

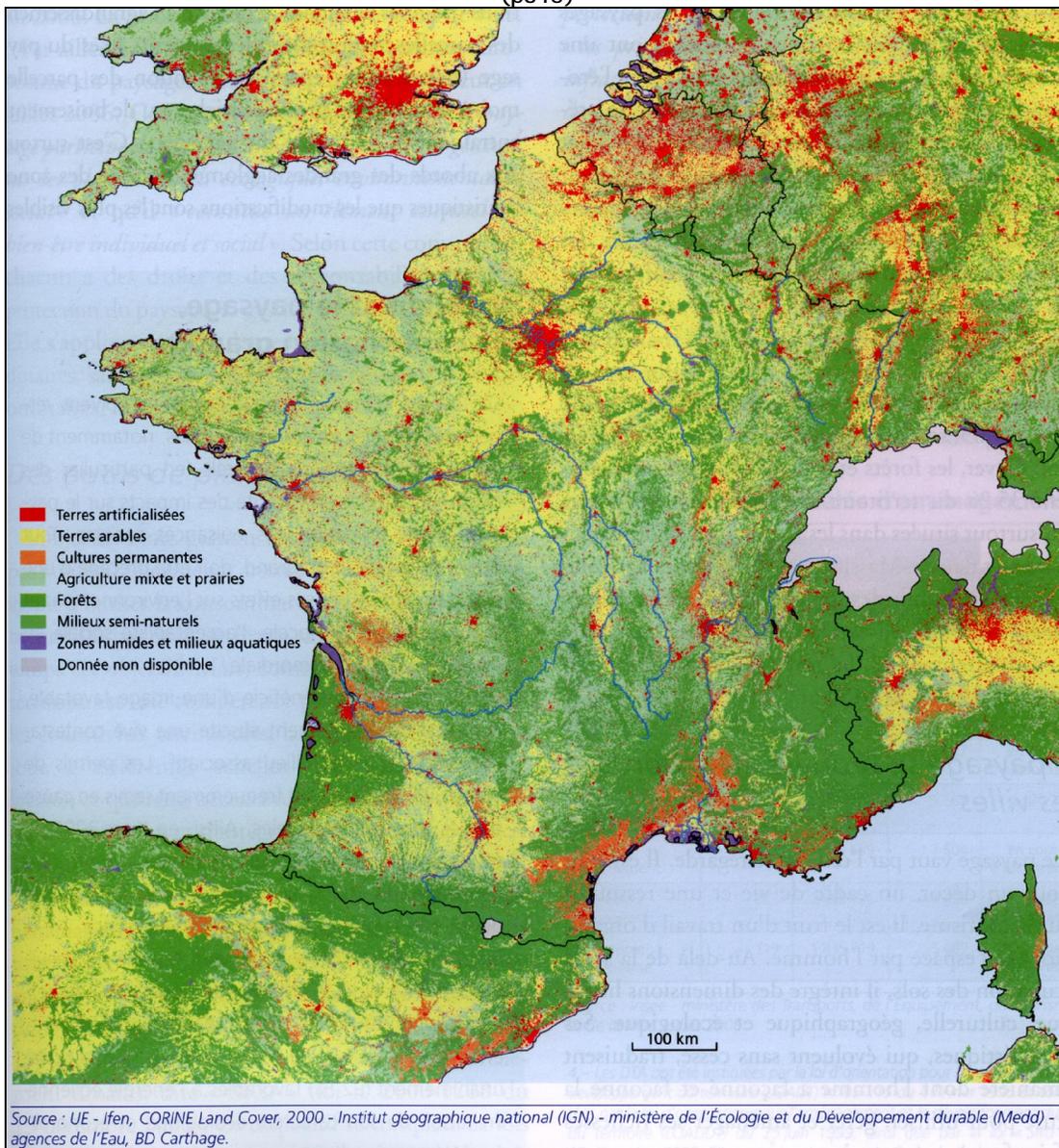
Carte de la sismicité de l'arc des Antilles



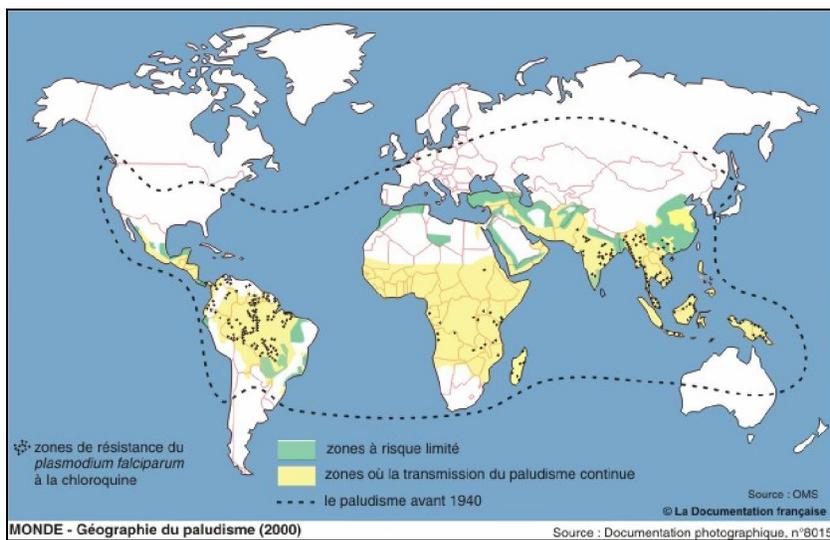
- Doc 9-
Evolution des terres agricoles vers l'artificialisation sur le territoire national entre 1990 et 2000
(p 314)



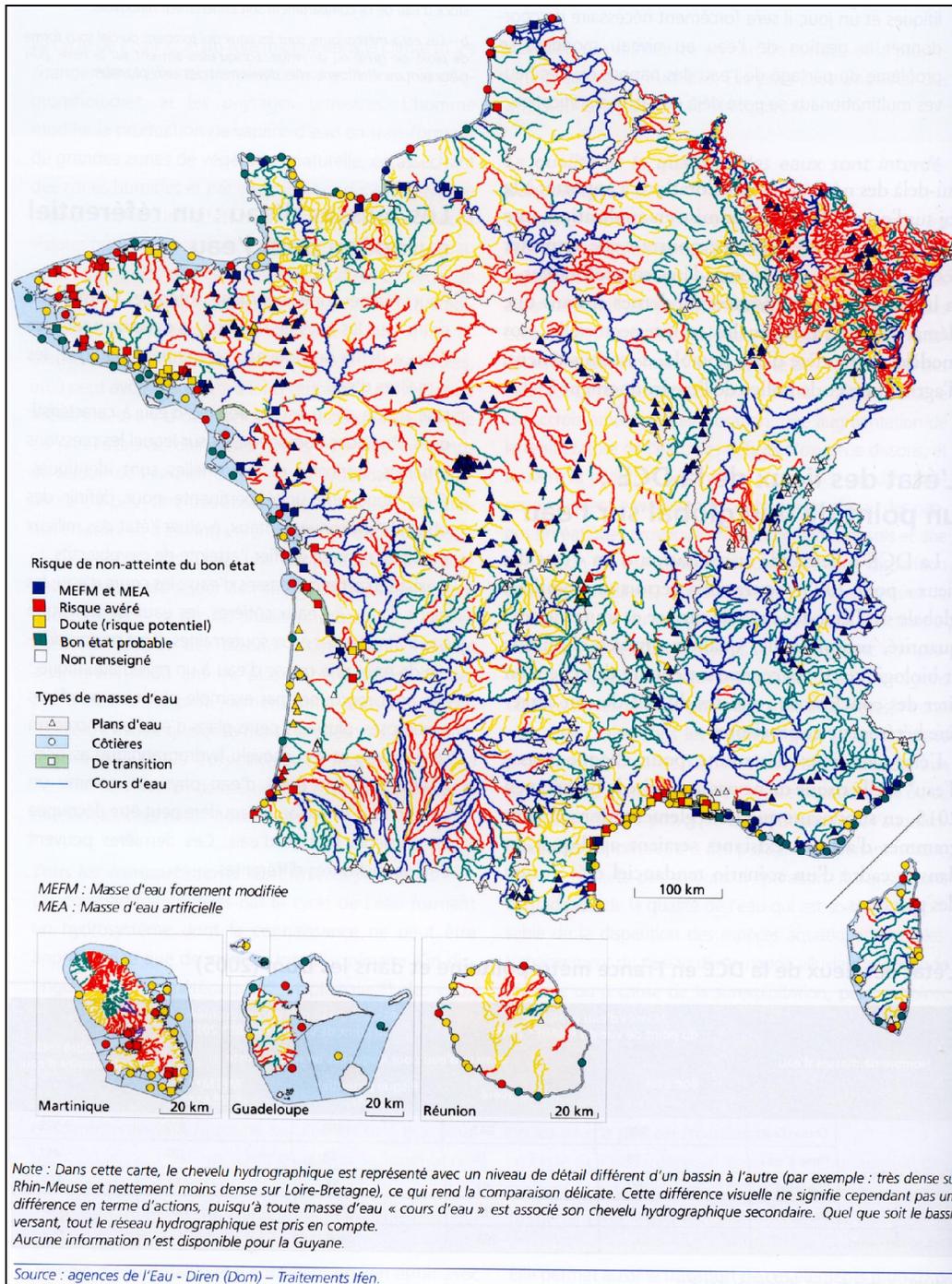
- Doc 10 –
Les grandes occupations du sol
(p315)



- Doc 11 –
Géographie mondiale du paludisme

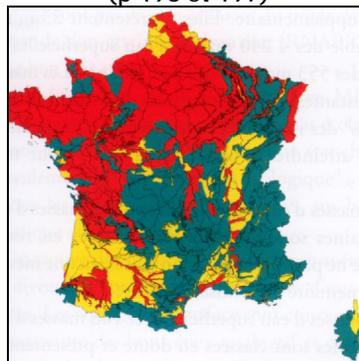


- Doc 12 -



- Doc 13 -

Risque de non-atteinte du bon état des eaux souterraines en 2015
(p 196 et 197)

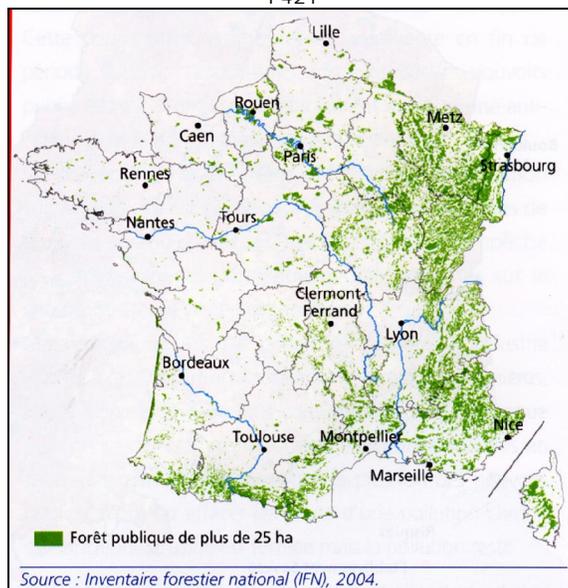


DOCUMENTS NOIR ET BLANC

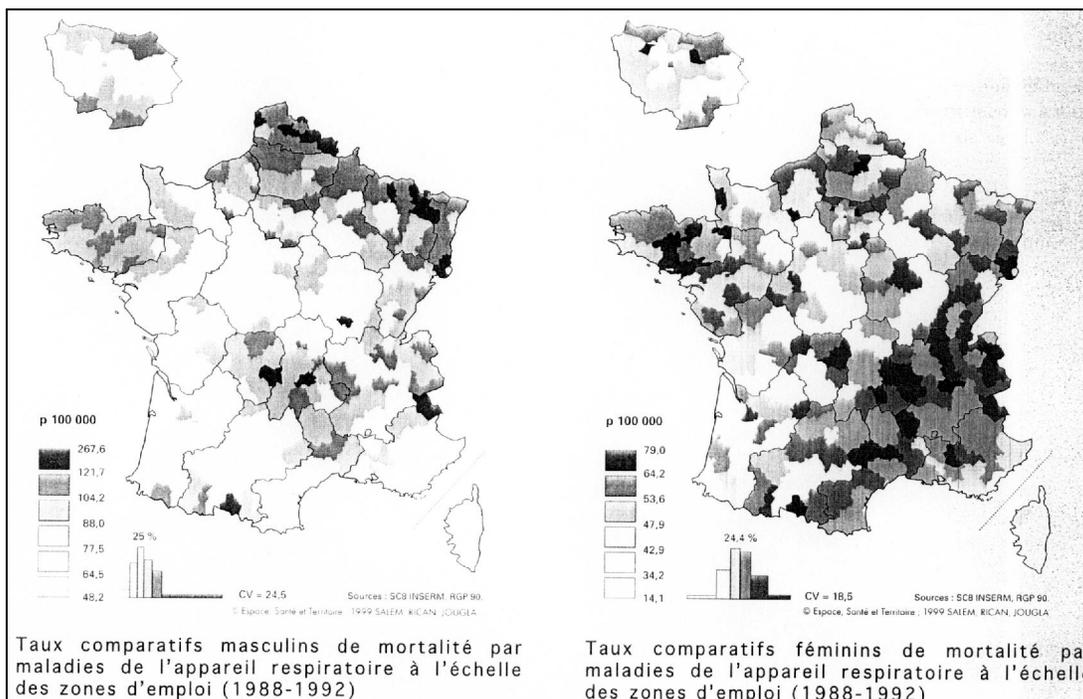
Sources :

- IFEN, 2006. *L'environnement en France*. Paris : 499 p.
- Salem, G. et ali. 2000 et 2006. *Atlas de la Santé en France* (Vol.1 et 2)

- Doc A— Forêts publiques de plus de 25 hectares P421

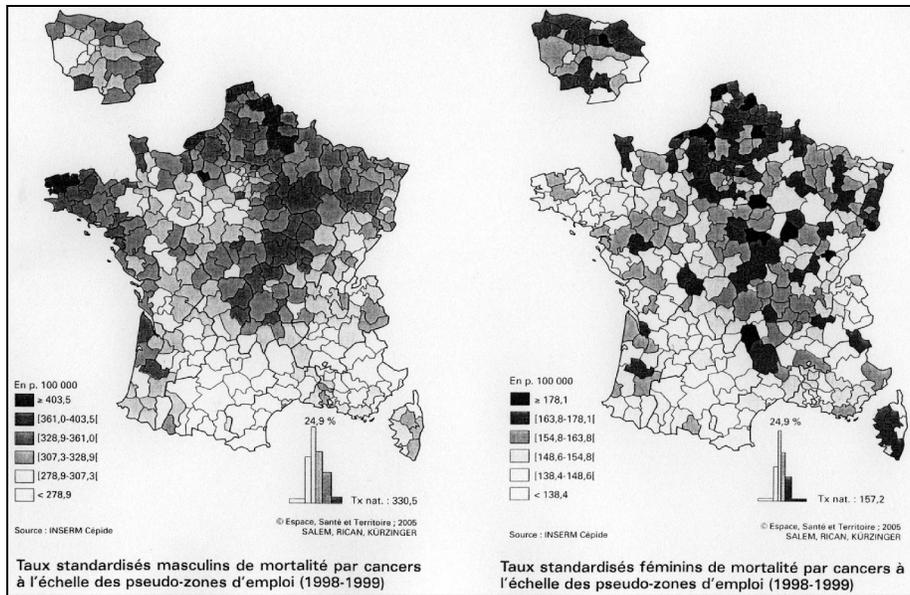


- Doc B— Taux comparatifs masculins et féminins de mortalité par pneumonies et bronchopneumonies à l'échelle des zones d'emploi (1982-1992)



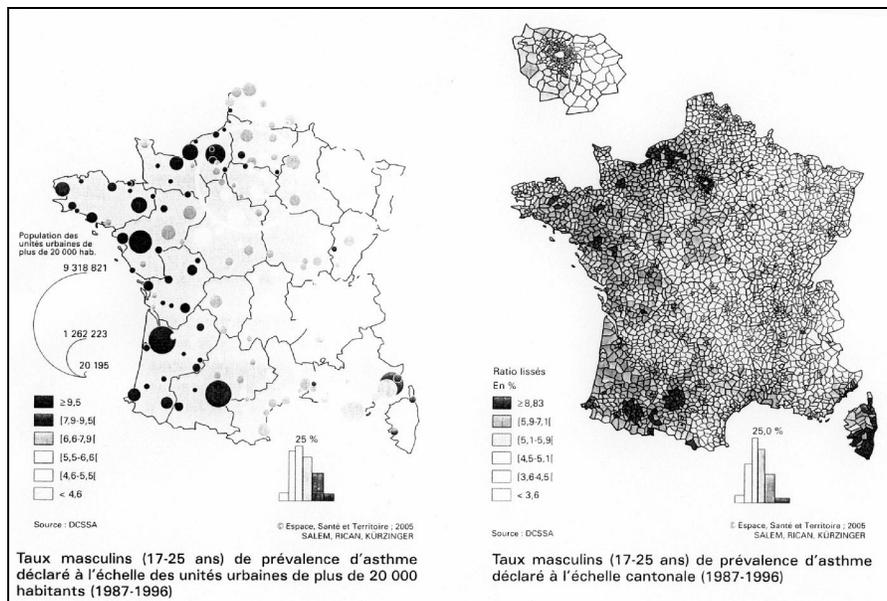
- Doc C-

Taux de mortalité par cancers par zones d'emploi (1998-1999)



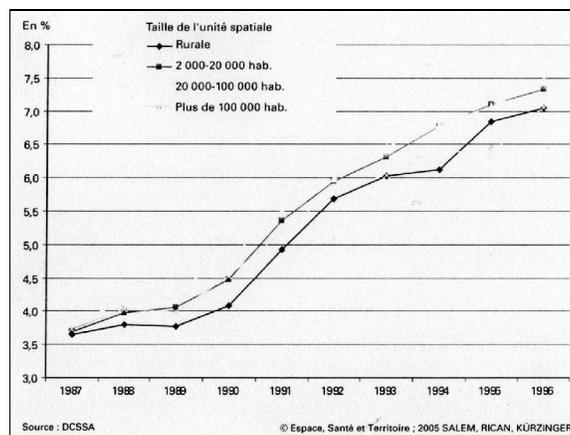
- Doc D-

Taux masculins de prévalence de l'asthme (17-25 ans, 1987-96)

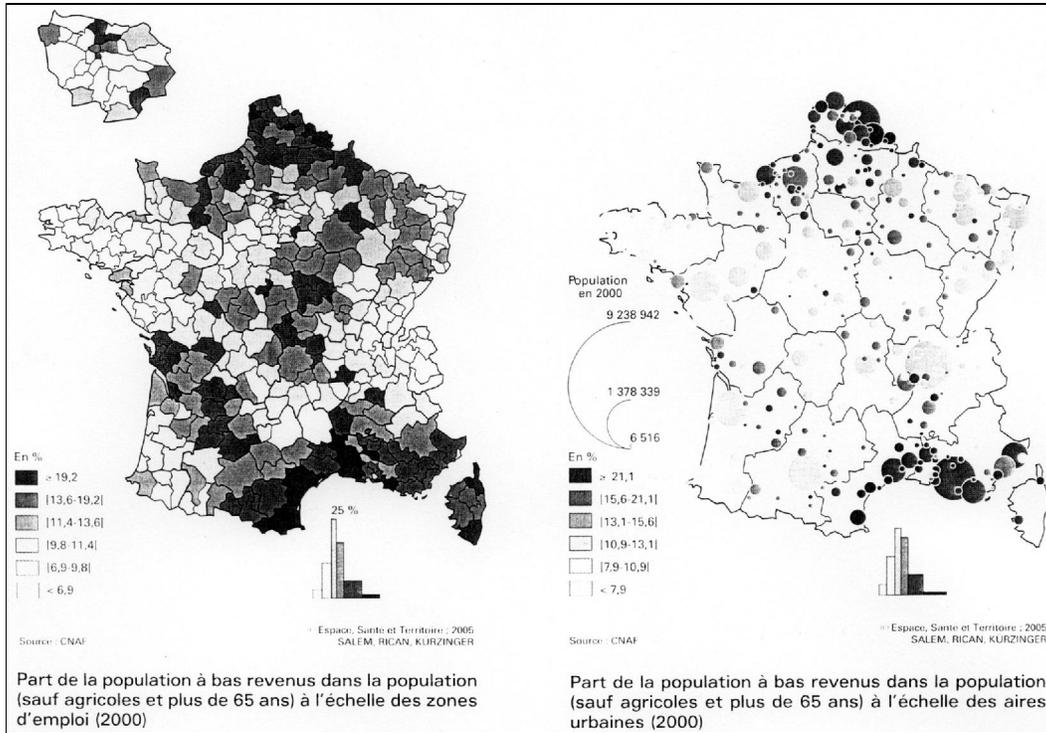


- Doc E-

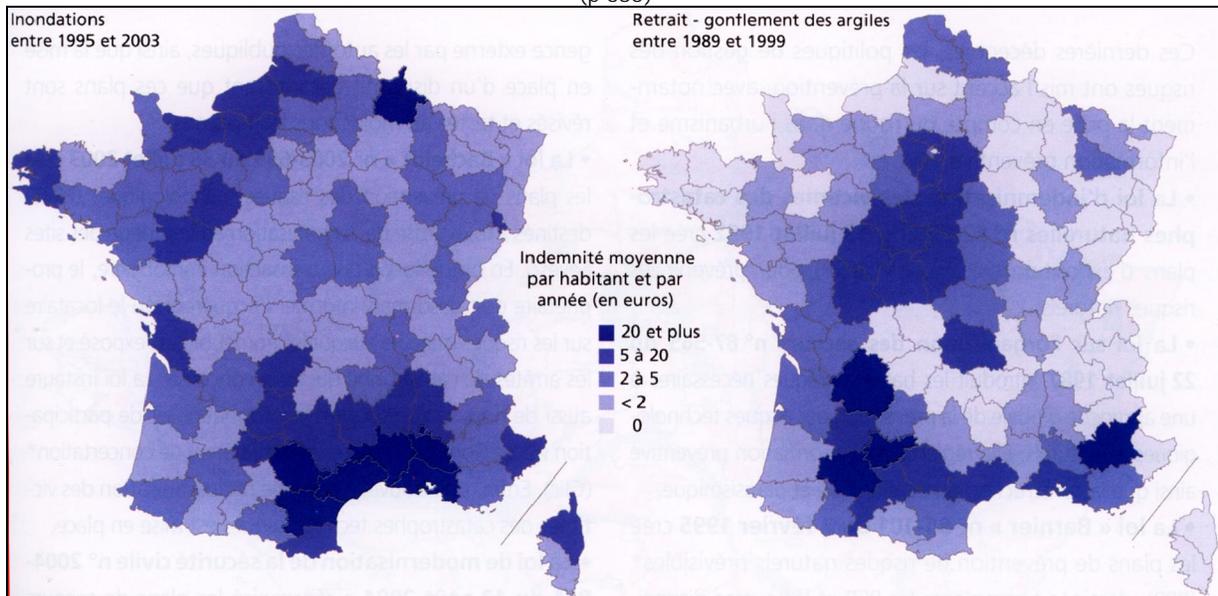
Evolution des taux de prévalence d'asthme entre 1987 et 1996 selon le type d'espace



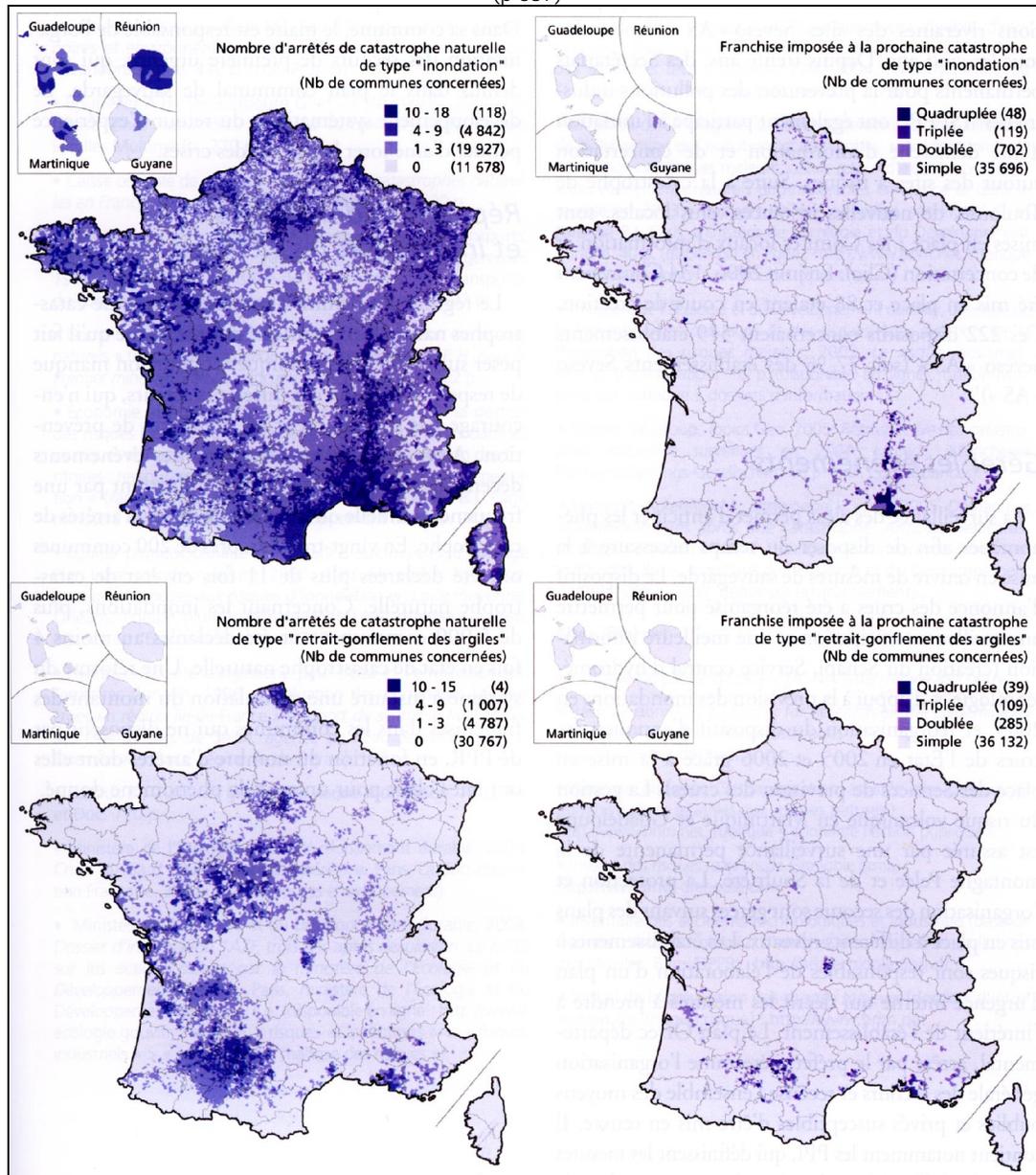
- Doc F-
Part de la population à bas revenus dans la population



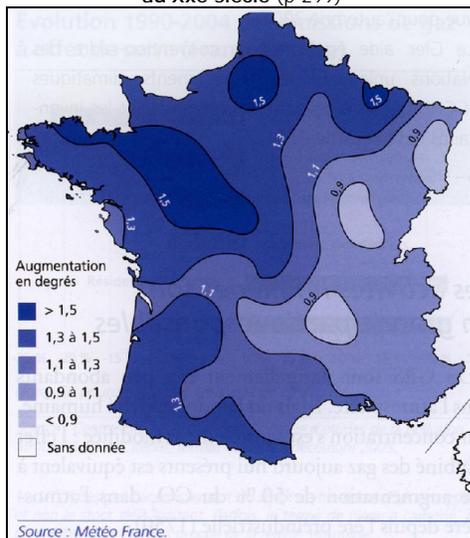
- Doc G-
Indemnités d'assurance perçues au titre de catastrophes naturelles par département
(p 383)



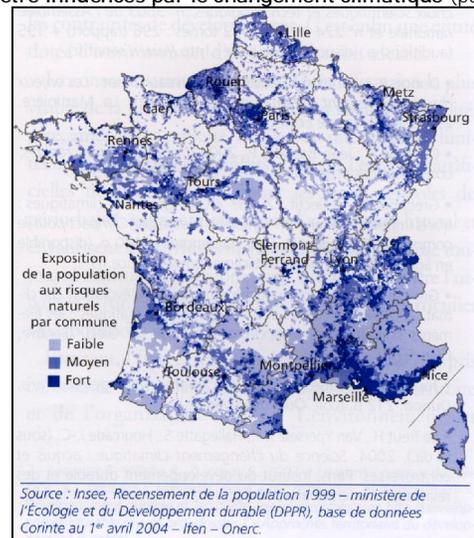
- Doc H -
 Nombre d'arrêtés de catastrophe naturelle entre 1982 et 2005
 (p 387)



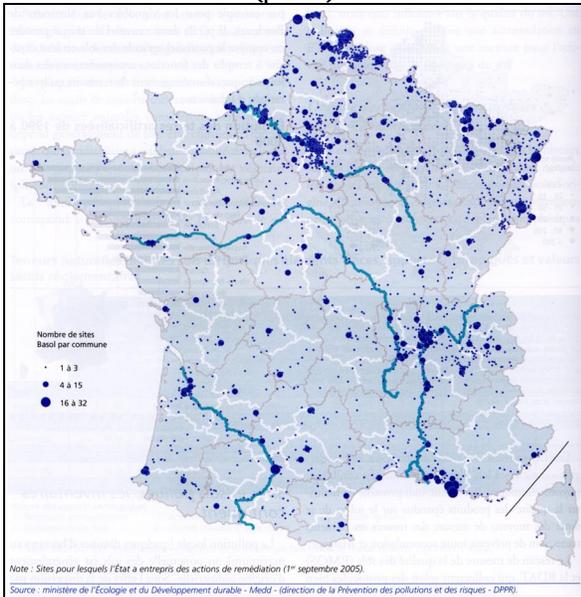
- Doc I -
 Evolution des températures minimales annuelles en France
 au Xxe siècle (p 299)



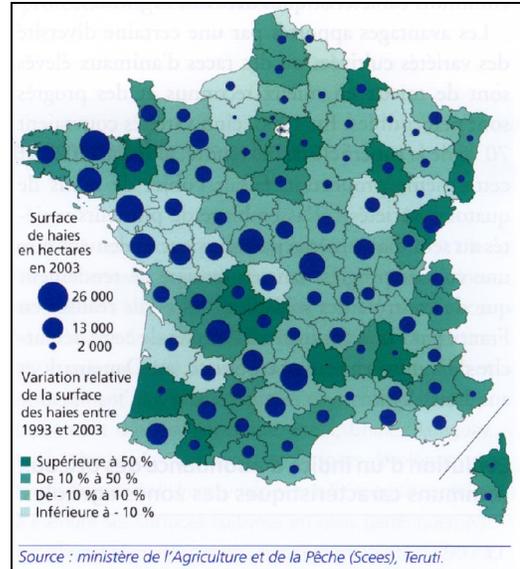
- Doc J -
 Exposition de la population aux risques naturels susceptibles
 d'être influencés par le changement climatique (p309)



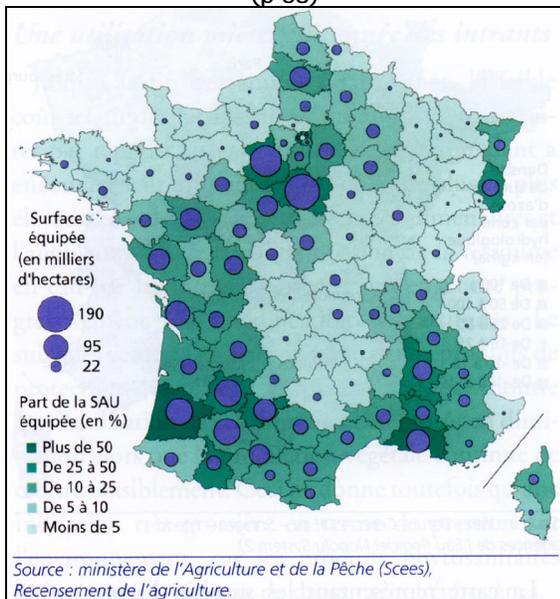
- Doc K-
 Sites et sols pollués
 (p 260)



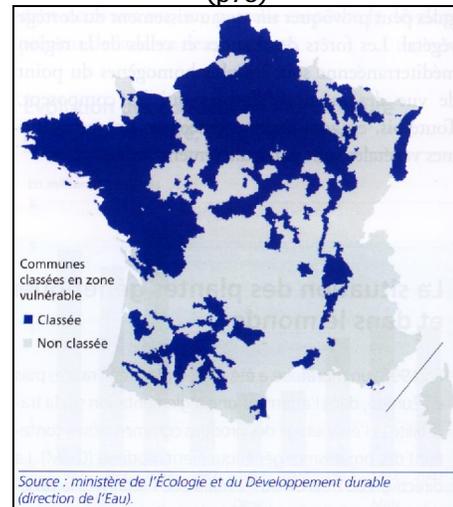
- Doc N-
 Les surfaces de haies par département (1993-2003)



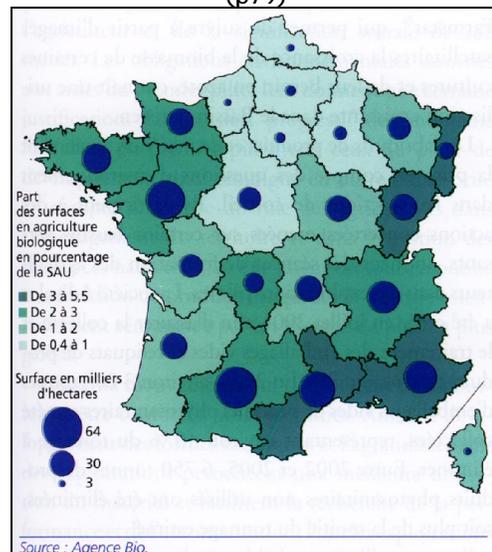
- Doc L-
 Surface équipées pour l'irrigation en 2000
 (p 68)



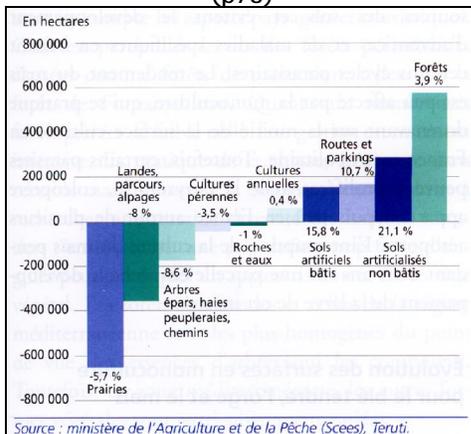
- Doc O-
 Vulnérabilité aux nitrates
 (p76)



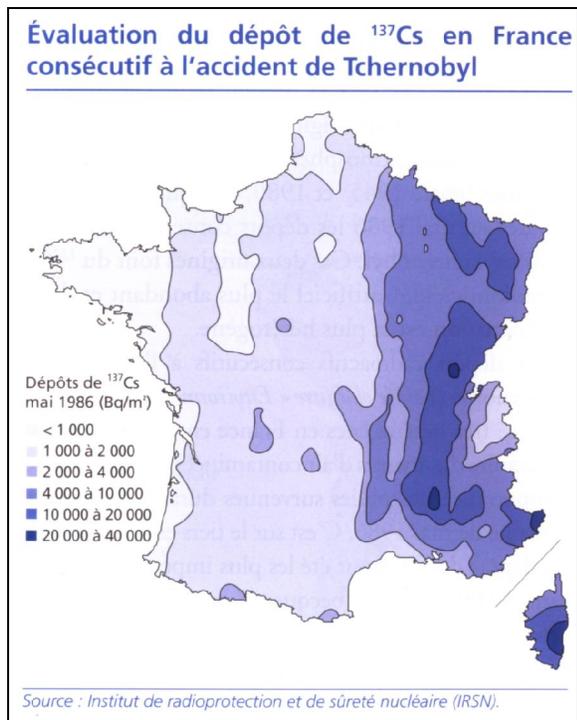
- Doc P-
 Agriculture biologique
 (p79)



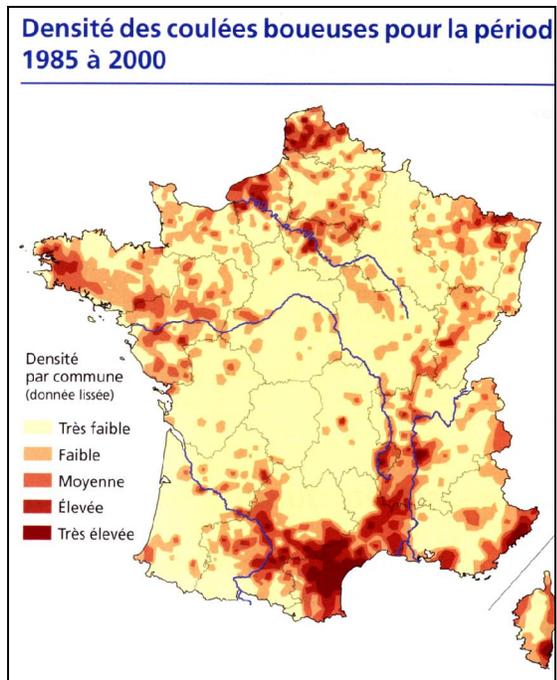
- Doc M-
 Evolution de l'occupation du sol de 1993 à 2003
 (p73)



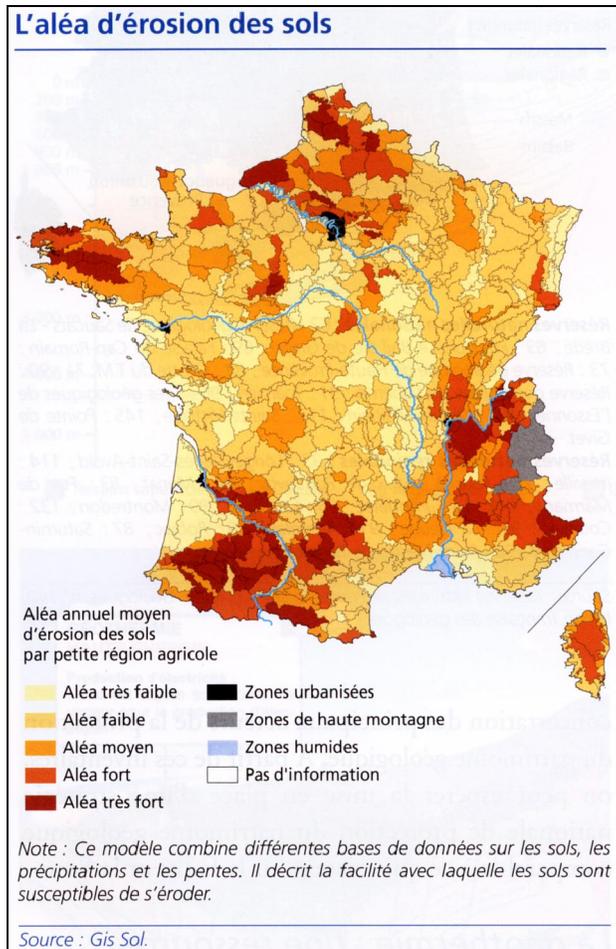
- Doc Q-



- Doc R -



- Doc S -

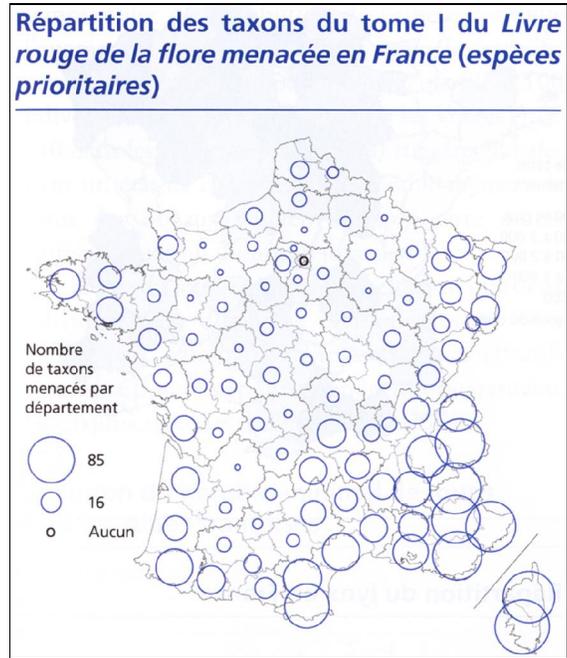


- Doc T -

| Types d'espace | Nombre | | Surface (en km ²) | | Date de la donnée | Source |
|---|--------------------------------|-----------|---------------------------------|--------------------------------|-------------------|-------------|
| | Métropole | Outre-mer | Métropole | Outre-mer | | |
| Zones humides au titre de la convention de Ramsar | 20 | 3 | Environ 6 125 | Environ 2 160 | 2006 | MNHN, Ifen |
| Réserves de biosphère | 8 | 2 | nd | nd | 2004 | MNHN |
| Zones de protection spéciale (ZPS) au titre de la directive « Oiseaux » <i>dont surfaces maritimes</i> | 366 | nc | 45 225 3 295 | nc | 30 avril 2006 | MNHN/Medd |
| (Propositions de) Sites d'intérêt communautaire (SIC) au titre de la directive « Habitats » <i>dont surfaces maritimes</i> | 1 304 | nc | 48 875 6 016 | nc | 30 avril 2006 | MNHN/Medd |
| Parcs nationaux <i>dont zones centrales</i> | 6 | 1 | Plus de 12 610 Plus de 3 525 | Environ 336 Environ 174 | 2005 | Medd |
| Réserves naturelles nationales et de Corse <i>dont surfaces maritimes</i> | 143 | 13 | Près de 2 400 Près de 1 190 | Plus de 3 060 Près de 1 190 | 2004 | RNF / Medd |
| Réserves naturelles régionales | 169 | 3 | Environ 195 | Environ 25 | 2004 | RNF |
| Arrêtés de protection de biotope | 590 | 18 | Plus de 3 000 | | 2003 | MNHN / Medd |
| Réserves nationales de chasse et de faune sauvage | 9 | 0 | Environ 317 | 0 | 2004 | MNHN |
| Réserves biologiques domaniales ou forestières | 191 | 12 | Près de 300 | Environ 1 430 | 2004 | ONF |
| Sites du Conservatoire du littoral | Environ 300 ensembles naturels | | Environ 730 | | 2004 | CELRL |
| Sites gérés par les conservatoires régionaux et départementaux d'espaces naturels | Environ 1 700 | 0 | Environ 740 | 0 | 2003 | ENF |
| Parcs naturels régionaux (PNR) | 42 | 2 | Environ 68 700 | Environ 6 750 | 2004 | MNHN / PNR |

nd : non disponible.
nc : non concerné.

- Doc U -



- Doc V -

Extrait de l'Atlas de France (2001) - Tome 14, Territoire et aménagement, section "Protéger le milieu naturel".

La protection des paysages permet de préserver des espaces ou des formations naturelles qui présentent un intérêt général du point de vue scientifique, pittoresque, historique ou légendaire. La loi de 1930 prévoit deux niveaux de protection : le classement (très contraignant) et l'inscription (plus souple). Un site inscrit obtient une garantie minimale de protection, un site classé ne peut être modifié (carte 14.4.10). La protection paysagère s'étend également au patrimoine bâti avec les zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP). Cette procédure reste confidentielle (190 sites approuvés). Enfin la protection ne se limite pas aux sites remarquables : la loi Paysage de 1993 a tenté de promouvoir la sauvegarde des paysages quotidiens par des directives de protection et de mise en valeur s'imposant aux documents d'urbanisme ou par des actions contractuelles (chartes paysagères, plans de paysages, chartes d'environnement urbain, « 1 % paysager »). L'impact de ces mesures, pour la plupart encore au stade expérimental, est difficile à apprécier.

La gestion des paysages naturels s'effectue par la voie réglementaire (parcs nationaux, réserves naturelles, arrêtés de biotopes), contractuelle (parcs naturels régionaux) ou foncière (Conservatoire du littoral). Ces protections, souvent rigides, ont de nombreuses vertus, la renommée des grands parcs nationaux en est la preuve (Écrins, Vanoise...). Il s'est créé neuf parcs naturels régionaux depuis 1994 et vingt-six réserves naturelles (carte 14.4.11). La nouveauté réside dans la concrétisation de certaines conventions internationales signées par la France. La directive Oiseaux de 1979 met l'accent sur la préservation, le maintien et le rétablissement des espèces et des habitats.

Chaque État membre de l'Union européenne doit classer en zone de protection spéciale (ZPS) les espaces appropriés. À ce jour, la France a proposé 115 zones de protection spéciale (8 127 km²), ce qui est jugé insuffisant

par les instances européennes. Ces zones constituent l'armature du réseau Natura 2000 (carte 14.4.12). La directive Habitat de 1992, relative à la conservation des habitats naturels de la faune et de la flore sauvage, s'appuie sur la désignation par les membres de l'Union européenne de zones de conservation spéciale (ZCS) pour 2004. Au titre de cette directive, la France a proposé 1 028 sites (26 720 km²), soit près de 5 % de son territoire. Cette proposition est bien faible en regard de celles de certains voisins européens (15 % pour l'Italie, 14 % pour l'Espagne). Ces zones feront l'objet de plans de gestion spécifiques et s'intégreront également au réseau Natura 2000.

L'enjeu ne se situe pas dans la protection elle-même, car les zones de protection spéciale et les zones de conservation spéciale sont le plus souvent des espaces déjà protégés par des procédures nationales (réserves naturelles, arrêtés de biotopes). Toutefois, l'enjeu principal reste le poids donné à l'Europe, grâce à ces zones de protection, dans les décisions relatives aux grands projets d'aménagement touchant les zones sensibles, notamment littorales. Les négociations difficiles entre la France et l'Europe lors de l'élaboration du projet Port 2000 dans l'estuaire de la Seine sont révélatrices de ce nouveau rapport de forces autour des espaces protégés. En France, la loi Littoral, parfois jugée incompatible avec le développement économique des communes, n'est pas toujours adaptée pour s'opposer au mitage urbain des espaces côtiers. L'action du Conservatoire est essentielle pour atteindre l'objectif global de protection du littoral français (carte 14.4.13).

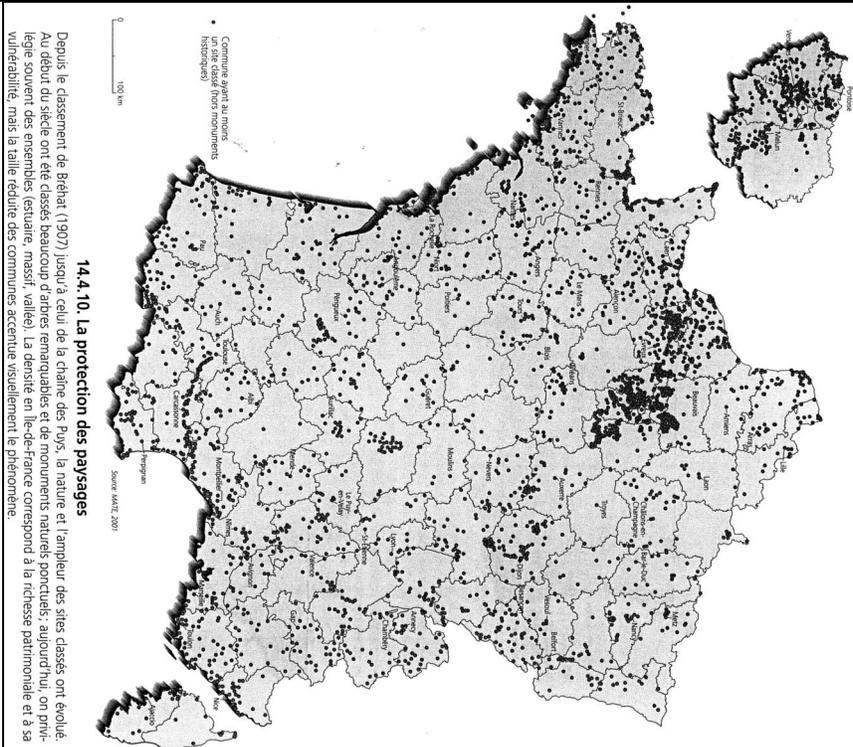
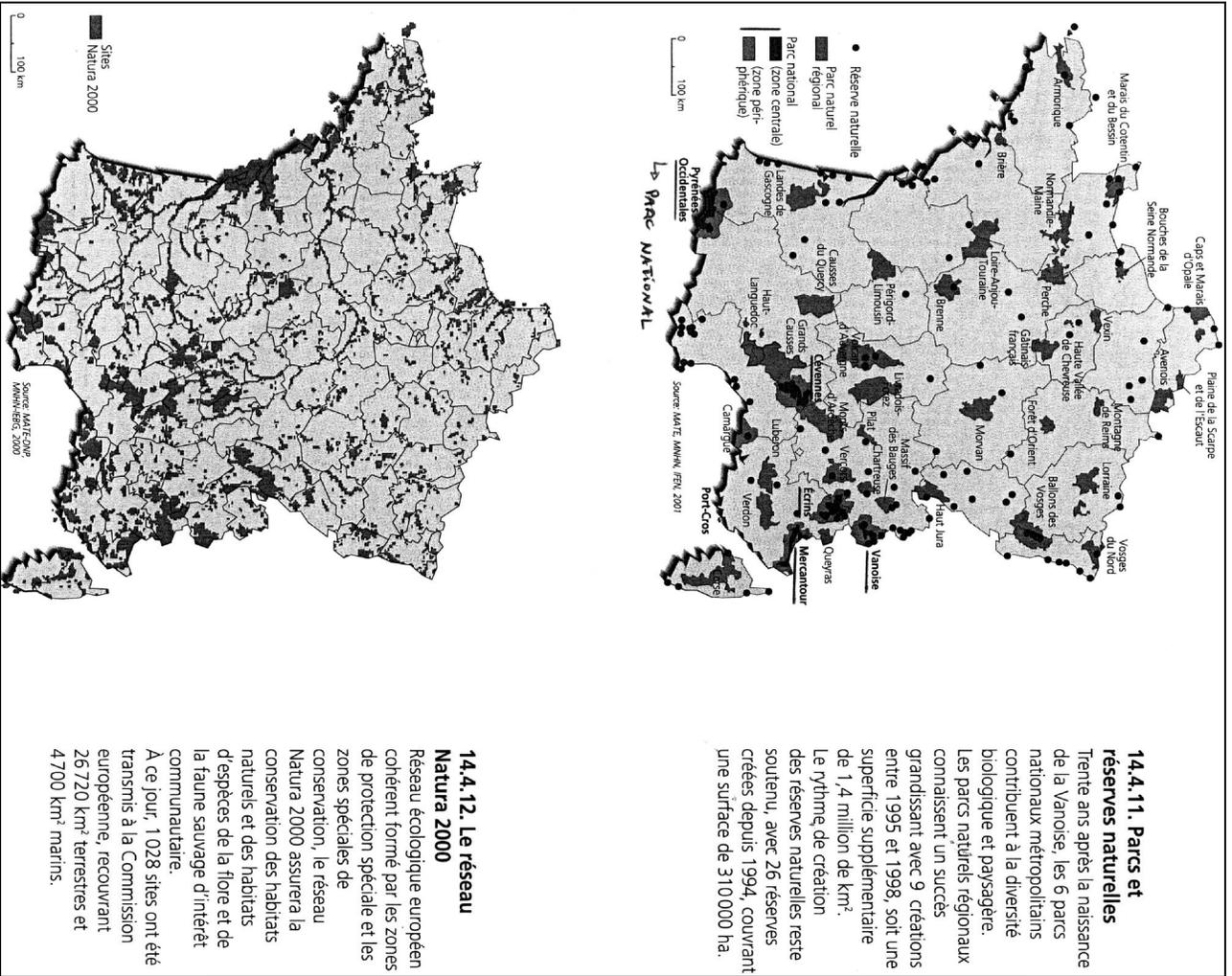
Daniel Delahaye

Sources : MINISTÈRE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT (MATE), Direction de la nature et des paysages (DNP).— MUSÉUM NATIONAL D'HISTOIRE NATURELLE (MNHN), Institut d'écologie et de gestion de la biodiversité (IEGB).— INSTITUT FRANÇAIS DE L'ENVIRONNEMENT (IFEN).— CONSERVATOIRE DU LITTORAL.

- Doc W -

Trois formes de protection de l'environnement en France.

Source : Atlas de France (2001) - Tome 14.



- Doc X -

Localisation et importance en surface des sites naturels possédés par le Conservatoire du Littoral.
 Source : Atlas de France (2001) - Tome 14.

